

Initiatives ministérielles

Je pense que la décentralisation est un aspect mineur de l'administration du pays. Mais en nous occupant de cet aspect mineur, nous en sommes venus à penser que peut-être nous pouvions réduire les énormes dépenses de transport du pays en en confiant l'administration à des gens plus sensibles aux réalités locales qui nous permettront peut-être de maintenir le niveau actuel de service, mais de façon plus efficace et plus rentable. J'espère avoir réussi à calmer les appréhensions du député.

Mme Diane Marleau (Sudbury): Monsieur le Président, je dois intervenir aujourd'hui dans cette période de questions et de commentaires pour répondre au ministre des Transports qui a mentionné Sudbury, ma ville et ma circonscription.

C'est la deuxième fois que l'on mentionne Sudbury. La dernière fois, on a dit que nous n'avions que deux vols par jour. Aujourd'hui, on dit qu'il y a 17 vols par semaine. J'ai vécu très longtemps à Sudbury, 28 ans exactement. Au début des années 60, il y avait deux vols de Viscount par jour.

En 1980, j'ai été élue au conseil municipal, et nous comptons sur d'excellents services par avion à réaction à cette époque. Soit dit en passant, c'était il y a dix ans. Nous avions sept vols d'avions à réaction par jour entre Toronto et Sudbury, sept aller-retour. Je ne sais pas comment vous faites pour arriver à 17, mais à l'époque c'était sept par jour. Il y avait aussi deux vols est-ouest par jour. Nous n'avions pas à passer par Toronto pour nous rendre à Ottawa ou à Montréal. Il s'agit d'avions à réaction, deux par jour.

M. Lewis: Ça, c'est sans hélices.

Mme Marleau: Ce ne sont pas des avions à hélices, mais des avions à réaction. Je vous dirai qu'au début des années 80, Air Canada n'était pas intéressée à desservir Sudbury par avion à réaction et cherchait à se départir de cette destination. Le conseil municipal a demandé la tenue d'une étude, qui a prouvé qu'Air Canada faisait des profits en nous desservant. C'était en 1980. Je ne parle pas des autres vols qui partaient de Sudbury et y arrivaient. Je ne parle que des avions à réaction. De nos jours, il y a peut-être plus de vols, mais ce sont des avions pouvant accueillir 19 et 11 passagers, dont deux strapons-tins. C'est loin d'être agréable. Le service était bien supérieur à l'époque.

On parle de privatiser les aéroports. Le gouvernement parle de se retirer de la gestion des aéroports. Savez-vous

ce qu'ils ont fait de celui de Sudbury? Ils ont dit qu'après 10 h 30 ou 11 heures le soir, il n'y aura plus de services de sécurité et de lutte contre les incendies de sorte que les avions qui atterriront le feront à leurs propres risques.

La semaine dernière, un appareil d'Air Ontario a atterri après 23 heures à l'aéroport. Il n'y avait ni équipe de sécurité, ni équipe de pompiers, personne n'était là. Certains vols des affiliés du Groupe Canadien—je ne devrais peut-être pas citer de noms, mais je vais le faire—ont été détournés de Sudbury parce qu'il n'y avait pas d'équipe de sécurité. Les appareils, en provenance d'Ottawa, ont atterri à Toronto et les passagers ont dû y passer la nuit. Tout cela s'est produit la semaine dernière.

Je me demande de quelle amélioration du service nous discutons actuellement. Les gens de Sudbury aimeraient beaucoup mieux avoir un service d'avions à réaction comme c'était le cas au début des années 1980 que ce qu'ils ont aujourd'hui. Je demande à mes collègues où cela va nous mener? Sommes-nous en train d'anéantir le réseau de transports? Par ailleurs, j'oubliais de mentionner que nous payons maintenant trois fois plus cher les vols entre Sudbury et Toronto.

Je me rappelle le jour où l'on a dit, pendant une réunion du conseil municipal, quelle bénédiction ce changement représenterait pour les voyageurs de Sudbury. Nous obtiendrions tous ces merveilleux services et pour moins cher, en plus. Mais lorsque la clientèle est captive, les transporteurs peuvent fixer le prix qu'ils veulent. On n'a pas le choix, on doit l'accepter.

Le ministre pourrait-il me dire ce qui arrivera aux malades qui devront atterrir à l'aéroport de Sudbury? La ville est un centre important d'orientation-secours dans le Nord.

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): À l'ordre s'il vous plaît. La période prévue pour les questions et commentaires est maintenant terminée. Reprise du débat. L'honorable leader parlementaire de l'opposition.

[Traduction]

M. Gauthier: Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Après cette intéressante intervention de la députée de Sudbury, je pense vraiment que la Chambre aimerait entendre la réponse et consentirait à accorder au député quelques minutes pour répondre, monsieur le Président.